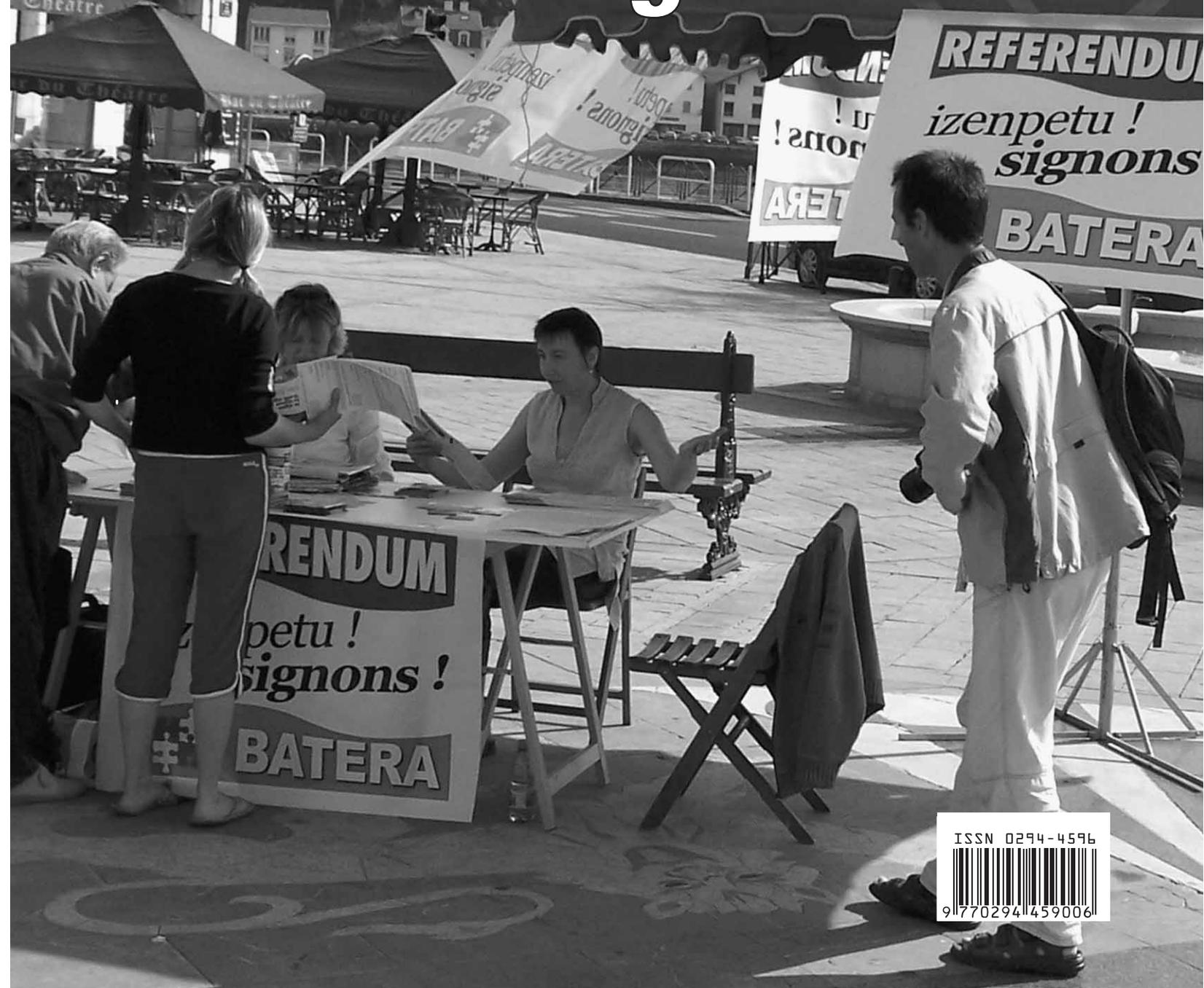


# Enbat

HEBDOMADAIRE  
POLITIQUE BASQUE  
13 décembre 2007  
N° 2007  
1,22 €

18/98, Capbreton :  
réaction d'AB

## 46.000 signatures dernière ligne droite



ISSN 0294-4596



9 770294 459006



# Identité et cantons ne font pas bon ménage

**S**CRUTIN après scrutin, les réalités administratives fixées par la République française se renforcent dans la vie quotidienne et les esprits des habitants d'Iparralde. Le découpage cantonal en fait partie, lui qui est né avec la Révolution française (1790), a connu des modifications au cours du temps mais n'a jamais disparu. Dès les origines, le canton fait partie de cette réorganisation administrative et idéologique censée faire disparaître les inégalités dont étaient, disait-on, porteuses les anciennes provinces du royaume de France. Les cantons ont survécu aux avatars de l'histoire contemporaine et sont donc, aujourd'hui encore, l'un des maillons administratifs essentiels de la République. S'il est vrai que le découpage doit tenir compte de certains équilibres, des réalités démographiques ou économiques du terrain, nous ne pouvons que constater qu'en ce qui concerne Iparralde, les identités locales antérieures au canton ont tendance, pour une partie d'entre elles, à disparaître. Le cas de la Basse-Navarre est en cela assez éloquent. Le territoire bas-navarrais s'est forgé une identité au cours du Moyen Âge, dans le giron du royaume de Navarre. Au début du XVI<sup>e</sup> siècle, il a une existence propre puisque le grand royaume pyrénéen disparaît sous les coups de boutoirs castillo-aragonais. Pendant plus de 250 années, la «basse» Navarre, autour de Saint Jean Pied de Port, continue d'être un royaume, avec ses rois (qui deviennent «de France et de Navarre» en 1589), ses Cortes, sa monnaie un temps, et ses rouages administratifs. Cette petite Navarre est organisée en vallées, en villes et en seigneuries. La plupart de ces maillons disposent d'une assemblée dans laquelle sont traités les problèmes locaux... Il ne faut certes pas y voir là une organisation démocratique parfaite (les assemblées sont réservées aux seuls propriétaires), cependant, il y existait bel et bien une volonté d'exercer le pouvoir au plus près des besoins de la population. Aujourd'hui, la Basse-Navarre en tant que telle se meurt,

elle disparaît peu à peu de la conscience collective. Et les cantons ne sont pas étrangers à ce phénomène. Certaines des anciennes vallées ont été démembrées, d'autres rattachées entre elles pour former les cantons que nous connaissons. Parfois, c'est une commune que l'on enlève de sa vallée «d'origine» pour la rattacher à un espace auquel elle n'appartient pas. Les cas ne manquent pas: Domezain la souletine est dans le canton d'Amikuze, Labastide Clairence, Ayherre, Isturitz, Hélette et Saint Martin d'Arberoue se retrouvent dans des cantons labourdins, rendant inéluctable la disparition du Pays d'Arberoue, vallée bas-navarraise pourtant signalée dès le XI<sup>e</sup> siècle. La vallée d'Ossès a, quant à elle, tout simplement disparu pour se fondre dans un grand canton de Baignorri alors que Bidache devient chef-lieu d'un canton rassemblant des communes bas-navarraises, labourdines et béarnaises! Cette énumération nous montre bien que les auteurs de cette réorganisation administrative, loin des bons sentiments, ont eu une volonté affichée de briser des identités préexistantes.

Ces faits ne datent pas d'hier, nous répondra-t-on. C'est exact, cependant les esprits ont longtemps gardé en mémoire les réalités anciennes, et c'est aujourd'hui qu'elles se dissolvent. Défendre l'identité bas-navarraise peut paraître anachronique ou d'arrière-garde, mais il ne faut pas oublier que cette organisation avait un sens, qu'elle a forgé une identité Baxenabartar qui a traversé les siècles, qui a façonné les villages et les paysages, qui a résisté un temps à l'OPA française (en 1789, les Bas-Navarrais ne participent pas aux Etats Généraux de France puisqu'en tant que royaume distinct, ils siègent aux Etats Généraux de Navarre...). Désormais, la Basse-Navarre n'est plus que le pâle reflet d'un territoire historique ou «province» du Zazpiak Bat en voie de disparition... Appel donc, aux futurs élus bas-navarrais, souletins et labourdins pour rendre à Iparralde son identité véritable!

## Sarkozyren abilezia ? Jukutria ? Maltzurkeria ? Balentria ?

**I**NGRID Betancourt, FARC-eko sasi-gudariak aspaldian preso daukatela, komunika-bideek artetan aipatzen digute. Frantziako lendakariak arazo huni bultzada berri bat eman diola, hortan ez dago zalantzarik. Sarkozyren ganik abilezia izan ote da parada hortaz baliatzea, FARC-eko buruzagi zaharrari buruz, bideo baten bildaltzeko, delako Ingrid horren askatzea proposatuz? Ber denboran irratiazen birtartez Ingridi mezu pertsonal hunkigarri bat helarazi dio. Bi posibilidad horietaz baliatu da. Bietan abilki jokatu ote da? Irrisku hori hartu du: lortzen balinbadu, Frantzia arrakasta handia ukanen duela ezin uka, zuhaina zer den fruituetarik ageri baita. Ahatik, azeri zahar baten aintzinean da Sarkozy. Azeri hori diru beharretan da. Giza-legeak ez bide du hanbat kililatzen. Orduan Sarkozy zer egin beharko du? Diru publikoarekin ordaindu. Ordainketa sekretua izanen da, bixtan dena: ikusten ez duten begiek ez baitute nigarririk ixurtzen! Azpi joko horrek badu jukutria aire bat, nun ez den maltzurkeria... Jadanik Frantzia zor handitan izaki eta, Frantsesen urgulu edo harrokeriak jasanen ote du hein hortako jukutria... edo maltzurkeria? Dena den, Kondairak ez du Sarkozyren balentria baizik aipatuko, alde batetik Ixtorioa edo Kondaira, irabazleek dutelakotz idazten, eta bertzetik politika-egileeri ez baitzaiote hanbat gustatzen diru kontuetan sartzea, nun ez duen Kondairak ere diruarekin halako gaizkide aire bat...

Horiek hola, Amnesty Internationalek bere gaitzespena

agertu du, Xinatarrek Xinan eta orai berriki Kolonel Khadafik Lybian, giza-esku-bideak zapuztu dituztelakotz. Bertzalde, Vladimir Poutinek dakigun arrazoiaren gatik, Anna Politkovskaia erahilarazi du: horiek oro, gizakien kontrako krimenak! Sarkozyk Xinan bere aferak egin ditu, Parisen Kadhafi handizki errezebitu du, Vladimir Poutini, haustekundeak airez-aire irabazi dituelakotz goresmen bizenak bidali dizkio. Sarkozy ahalkegabea!...

Capbretoneko tirokada nola ez aipa? Aspaldiko urtetan, Euskal-Herriak bakezko bide bat proposatzen du. Parise eta Madrilak beti eta beti ukatzen digute: Frantzia ere zoritxarrez, bi guardia civil hil dira... Betidanik, munduko gerla guziaz negoziaketa batez bururatzen dira.

Elizak, bai eta Pacem in Terris eta hainbeste testoren sortzaile den magisterioak mugimendu honetan beren baitezpadako zeregina daukate. Gogora dezagun Johanes XXIIIak Pacem in Terris dokumentoan idazten zuena:

«Gai honetaz argi eta garbi erran behar da populu gutituen bizi nahia eta garapena oztopatzen duten politika guziaz zuzentasunaren aurkako huts larriak direla, eta oraino huts handiagoak minoria horien deuseztatzea dutelarik helburu.

Alderantziz zuzentasunari ezin hobeki doakizkio podere publikoek minoritate etnikoen bizi baldintzak hobetzeko daramazkiten ekintzak, bereziki hizkuntzaren, kulturaren, ohiduren bai eta beren baliabide eta enpresa ekonomikoen faboretan eginak direlarik (n° 95-96).»



... que l'ex-leader du PNV, Josu Jon Imaz, reçoive le 26 novembre le prix «Premiers rôles 2007» des mains du ministre de l'Intérieur espagnol Rubalcaba, qui l'a félicité pour sa brillante trajectoire politique. Le même Rubalcaba avait avoué «se sentir très seul» après la démission d'Imaz. Des leaders du PNV de cette nature, effectivement, il vaut mieux qu'ils émigrent au plus vite aux USA...

... que le ministère de l'Intérieur de Michèle Alliot-Marie décide que les professions de foi rédigées en alsacien ne seront plus ni acheminées ni remboursées. Le ministère de l'Intérieur n'acceptera dorénavant que les professions de foi rédigées en langue de bois française!

... pas tant que ça de l'accueil exceptionnellement chaleureux réservé au colonel Mouammar Kadhafi par notre grand pourfendeur du terrorisme international Nicolas Sarkozy. Le colonel, qui, selon la France, serait sur le chemin de la rédemption, a déclaré: «Il est normal que les faibles aient recours au terrorisme» car «les superpuissances ont violé le droit international et les Nations-Unies». Dans cette compromission, l'alibi de Sarko vaut des milliards!

... de l'indiscrétion d'André Santini, révélant les propos du Premier ministre François Fillon à l'adresse de son ministre du Travail, Xavier Bertrand: «Tu n'es qu'un petit con! Je sais bien que tu veux me remplacer à Matignon! Mais tu peux toujours t'accrocher! Petit con!» Qu'en termes élégants ces choses-là sont dites!

... de l'empressement de Nicolas Sarkozy à féliciter chaleureusement Vladimir Poutine pour sa brillante élection «démocratique». Fi des droits de l'homme, pour Sarko il faut que les relations franco-russes soient une affaire qui gaze!

**A**UX dernières assises de la complémentarité Pays Basque Intérieur/ Côte basque qui se sont déroulées récemment sous l'égide de Hemen, à la CCI de Bayonne, Ramuntxo Camblong nous a véritablement décoiffé avec l'exemple d'un développement social et économique dans le Goierri (petite partie enclavée, mais desservie par réseau ferré et autoroute, au Gipuzkoa, regroupant 17 communes). Il devrait ici reprendre la balle au bond et compléter les bribes d'information glanées par votre serviteur. Quelques faits: dans le milieu des années 80, le Gipuzkoa est



industriellement sinistré, comme l'est le Pays Basque Sud, d'une façon générale (fort taux de chômage de l'ordre de 20%, industrie lourde qui devient anachronique, etc.). Le Goierri, forte de sa cohésion sociale et identitaire, réagit. Les 17 municipalités entament une démarche collective, faisant fi de leurs appartenances politiques pas toujours homogènes. Elles mettent, d'un commun accord (les décisions se prennent à l'unanimité), 15 millions d'euros sur la table, pour faire du développement économique. Quinze ans après, le pari est réussi avec les créations d'agence de développement, d'écoles techniques adossées à des industries

## Le logement à Bayonne : visite guidée

**L**E problème du logement, un problème compliqué? Oui assurément, pour ceux qui ne veulent pas que les gens le comprennent... Car en réalité il suffit de savoir regarder autour de soi, lire les messages envoyés par les murs de nos villes, ap-

prendre à les comprendre, et on voit que les phénomènes sont très simples. Pour le premier volet du cycle «L'immobilier expliqué aux nuls», c'est une ballade dans les rues du vieux Bayonne, commentée par Claude Labat et la commission logement d'AB, que nous proposons. Patrimoine, architecture, urbanisme, vacance, réhabilitation, il s'agit de découvrir la ville autrement, en comprenant ses enjeux. Gratuit et ouvert à tous, Rendez-vous à 11h porte d'Espagne. Durée: 1h-1h1/2, puis apéro.

**ABONNEZ-VOUS**



## Elasticité, autonomie, réactivité, adaptation et argent bien employé (suite)

### Pantxo Bimboire

employeuses et orientant les études, créations d'usines techniques et conquérantes, présentes en Chine (Caf, Irizar, Oertli, Jaso/Pingely, etc.), création d'agence de tourisme pour exploiter la nature, ouverture des fermes de la vallée au tourisme à la ferme, etc. Il faudra donc que R Camblong rédige le prochain article. En attendant, j'ai retenu, mais ai-je tort?:

- que l'infrastructure fer + autoroute sert le développement s'il y a une volonté collective forte appuyée par des moyens autonomes (et donc je me permets de mettre un bémol à l'avis de Ramuntxo sur la transnavarraise, car son parachutage se ferait sans véritable politique de développement avec tous les acteurs de territoire),

- que l'école doit être en partie au service des emplois futurs (dans l'exposé, Ramuntxo soulignait qu'une filière pour écoliers qui n'avaient pas obtenu le «bac» était aussi mise en place, avec un système de rémunération par travail à mi-temps, au cours duquel l'écolier travaillait le matin pour l'employeur),

- qu'aucune source de développement n'était écartée (tourisme intégré),
- que les municipalités avaient une action économique autonome et financière, qu'elles étaient d'accord sur l'essentiel, sans se chamailler sur des différents politiques.

Dans notre cher hexagone, nous sommes loin de cette application: les mairies n'ont pas cette possibilité ni cette prérogative, plusieurs couches d'intervenants s'occupent de développement (municipalité, communauté de commune, département, région, ministère, banque etc., mais aussi politiques qui se font mousser, conseil de deve-

loppement, CCI, EPFL, et j'en passe) et ces couches fonctionnent avec peu de cohésion, souvent de façon centralisée et sans responsabilité directe, puisque ne risquant pas leur sous comme les 17 municipalités. L'université et l'enseignement sont fermés au changement, les programmes sont verticaux et l'attraction vers le théorique règne partout (le concret fait peur), etc.

### Impressions personnelles sur l'AG de Herrikoa

M. Barthélémy Aguerre a fait une introduction volontariste sur la coopérative Lur berri et sur Herrikoa «où l'homme était au cœur du projet», il a évoqué l'harmonie à développer dans le PCD Baxe Nafarroa sur le partage du foncier (où la part résidentielle devait être limitée et mesurée), et a aussi parlé de l'économie qui depuis 2 à 3 ans ne devait plus être un «gras mot». Tant mieux, même si ces réveils sont tardifs, (Hemen a 30 ans!, et le mouvement Enbata avait démarré il y a 40 ans?). Surprise aussi (à rapprocher du paragraphe antérieur) de constater le nombre de salariés payés à faire du développement, dans toutes les structures diverses et variées. Tant mieux aussi, mais attention à l'entassement des couches. Et n'oublions pas que seul l'entrepreneur risque les sous... Et bravo à Amikuze *entreprendre*, avec ses 70 entrepreneurs qui mettent en commun des développements et des initiatives, et qui créent un site internet, avec des subventions (leader +, Conseil général, etc.), même s'il y a 6 ou 7 ans le site lantegiak.com n'avait pas eu la faveur de ces mêmes bonnes fées.

Et, enfin, bravo à Herrikoa qui dure et contribue, pour sa part, à la création et au maintien d'activités économiques.

1er chapitre  
**L'Immobilier**  
expliqué aux  
nuls

Samedi 15 décembre  
11h Porte d'Espagne  
Bayonne

**Le logement vacant**  
à travers l'exemple de Bayonne  
Avec la participation de Claude Labat  
auteur du livre " Bayonne, raconter la ville autrement "

Visite guidée d'un quartier pour saisir l'ampleur et les raisons de la vacance, ainsi que les moyens d'y remédier

<http://www.abertzaleen-batasuna.com> / 06 87 73 27 57

*Dernière ligne droite pour obtenir une consultation sur la création*

## Bilan d'une décennie

**O**N peut faire deux sortes de bilans sur le rôle joué par le mouvement départementaliste d'Iparralde durant cette décennie. Les deux sont nettement positifs et attrayants vus du Sud, même si les objectifs de reconnaissance institutionnelle n'ont pas été atteints pour les trois provinces d'Iparralde.

D'un point de vue pratique, le mouvement départementaliste et spécialement Batera a réussi à faire prendre conscience aux habitants d'Iparralde que ce territoire était en manque de reconnaissance institutionnelle. Sur cette base-là, on est passé d'une nécessité d'uniformiser qui a provoqué la crise du basquisme au milieu du siècle passé à une nécessité de différenciation qui explique la majorité sociale actuelle en faveur du département.

En fait, c'est l'auto-reconnaissance communautaire nécessaire pour tout développement identitaire qui a été obtenu. En parallèle, d'un point de vue organisationnel, on est passé d'un modèle d'élites (Appel du 9 octobre) à un modèle de masse sur lequel a été bâti Euskal Herriko Laborantza Ganbara et la campagne de signatures pour la mise en place d'un référendum. De la même façon, ce mouvement a réussi à renforcer la composante symbolique et identitaire de la revendication en faveur du département. Jusqu'à des dates récentes, seules les composantes économie et gestion politique étaient utilisées pour défendre le département. Actuellement, les avancées au niveau de la gestion politique et du développement économique qui seraient liées à la mise en place d'une institution propre au Pays Basque

sont parfaitement reliées au désir d'expression politique d'une identité, au moins différenciée à celle du Béarn. De plus, cette revendication a pris corps via un modèle d'intervention politique qui est à cheval entre la méthode classique et celle alternative. Ainsi, la popularité de la question départementale s'explique par le lien entre une vaste mobilisation sociale et des pratiques de désobéissance civile

tobre (dans lequel était mentionné le fait que si les volontés exprimées par la majorité de la société d'Iparralde n'étaient pas réalisées on serait devant un défaut de démocratie qui justifierait des stratégies de désobéissance) qu'on comprend l'actuel acceptation de l'organisme de contre-pouvoir qu'est la Chambre d'Agriculture alternative du Pays Basque.

Ainsi, nous sommes amenés à effec-

si la réponse (à la consultation ou aux forums mentionnés) est importante, tout aussi importante sera le fait de savoir qui pose la question, comment, pourquoi et à quel moment la question est posée...

Cependant, la dynamique développée par le mouvement en faveur du département en Iparralde s'assoit sur une dynamique inverse. Elle part du bas... vers le haut. Le processus avancera plus lentement... mais il sera plus sûr. Parce que, dans ce cas, c'est la société qui donne des leçons aux institutions. C'est la société qui pose les questions. Ce sont les institutions qui doivent répondre. Personnellement je serai d'accord avec n'importe quelle initiative qui donnerait du pouvoir aux citoyens. Mais je me trouve dans une situation plus confortable avec une initiative qui naît de la société civile. Comme c'est le cas pour vous en Iparralde.

Le deuxième débat naît de la crise de la gauche au XX<sup>e</sup> siècle. Il semble à chaque fois plus clair que la logique qui consistait à d'abord prendre le pouvoir pour ensuite transformer la société était erronée. En janvier 1994 ce sont les indigènes du Chiapas qui nous ont donné la leçon de la stratégie de la nouvelle gauche. Le pouvoir ne se prend pas. Le pouvoir se construit. C'est la logique du pouvoir instituant. Celui qui s'institue ou se construit depuis la base, mettant en place de nouveaux codes de relation, d'innovation, de structuration depuis le premier jour, sans attendre une utopie qui n'arrive jamais. Ici, à Bilbao, où je vis, ceux qui cherchons de nouvelles références stratégiques de contre-pouvoir qui, surgissant du terrain et de la base, permettent de rêver à de nouvelles logiques qui échappent au capitalisme dévastateur avec les personnes et l'environnement; ces personnes qui imaginons des formes d'interrelation de travailleurs dans un projet solidaire, progressiste et d'avenir; ces personnes qui cherchons à illustrer par des exemples de l'Euskal Herria actuel la force instituant des premières ikastola, de ce nouveau ciment progressiste qui traverse la lutte du MST, le mouvement altermondialiste, la réapparition du mouvement indigéniste en Amérique latine, de la préoccupation des communautés de quartiers des périphéries industrielles..., nous trouvons dans Euskal Herriko Laborantza Ganbara le meilleur des exemples pour notre fierté.



Igor Ahedo

à fort impact telles qu'elles ont été menées par les Démo durant plus de trois ans. En parallèle, on a pu démontrer la force et la réalité d'un processus d'accumulation des forces en faveur du département qui ne doit rien aux stratégies violentes, absentes entre 1998 et jusqu'à date. Un processus d'accumulation des forces qui est visible non seulement dans les rues ou les enquêtes d'opinion, mais aussi dans la prise en charge graduelle, de la part d'une société profondément conservatrice, des stratégies qui font face au statu quo. Ce n'est qu'avec cette logique qui débute avec la lecture du Manifeste de l'Appel du 9 oc-

tuer un bilan plus qualitatif. En effet, actuellement, il y a deux grands débats autour de l'action politique de notre époque pleine d'incertitude et d'individualisme. L'un d'eux fait référence à la démocratie participative. L'autre à la destruction d'alternatives au pouvoir institué (l'Etat) via la mise en place de pouvoirs instituant (Contre-pouvoirs).

En ce qui concerne le premier débat, il est évident que les institutions attachent une importance croissante aux formules de participation citoyenne qui permettent de trouver une solution à l'actuelle désaffection de la question politique par la majorité des citoyens. Dans ce domaine, nous trouvons deux références importantes illustrant ce nouveau virage vers une plus grande participation citoyenne. D'une part nous avons les forums de participation impulsés par la Présidence basque de la Communauté autonome basque pour que les citoyens apportent leurs idées à la normalisation politique ([www.konpondu.net](http://www.konpondu.net)). D'autre part, nous avons la proposition de Consultation formulée par Ibarretxe en personne. Cependant les deux dynamiques se caractérisent par un modèle qui va de «haut en bas». Et, même si ce modèle donne le dernier mot aux citoyens, il naît de l'impulsion de «ceux d'en haut». Et, bien sûr, même



En deux jours, 1.170 signatures ont été recueillies lors de Lurrama. Avec l'aide de seulement 6 personnes. Remarquable et encourageant!

Igor Ahedo

## S'appropriier les questions Européennes

A moins de 10 jours de leur conférence-débat contradictoire  
à la Fondation Manu Robles-Arangiz,  
voici l'interview de Philippe Ducat et de Bernard Dreano

**Pourquoi avez-vous appuyé le OUI (Philippe Ducat) ou le NON (Bernard Dreano) au Traité Constitutionnel Européen ?**

**Philippe Ducat (OUI) :** L'Europe ayant malheureusement échoué à trouver par elle-même une issue à la guerre de sécession yougoslave, je pensais qu'elle pouvait encore échapper au naufrage définitif en se refondant sur la base d'une constitution démocratique.

C'est la perspective que Jürgen Habermas et son ancien étudiant Joshka Fischer avaient esquissé dès les années 1990.

Certes, le TCE n'était guère que l'amorce d'une telle constitution européenne... Mais c'était une avancée significative.

**Bernard Dreano (NON) :** Le projet de traité constitutionnel proposait des mécanismes de fonctionnement et de prise de décision de la communauté qui, tout en demeurant encore assez loin du niveau de démocratie qu'il faudrait atteindre, constituaient des progrès par rapport à la situation actuelle.

Mais il comprenait aussi des dispositions politiques renforçant le cours néo-libéral et inégalitaire des politiques européennes et

"sanctuarisant" les politiques les plus problématiques prônées dans les traités antérieurs, notamment ceux d'Amsterdam et de Nice. C'est pourquoi je pense qu'il fallait refuser ce "paquet-cadeau".

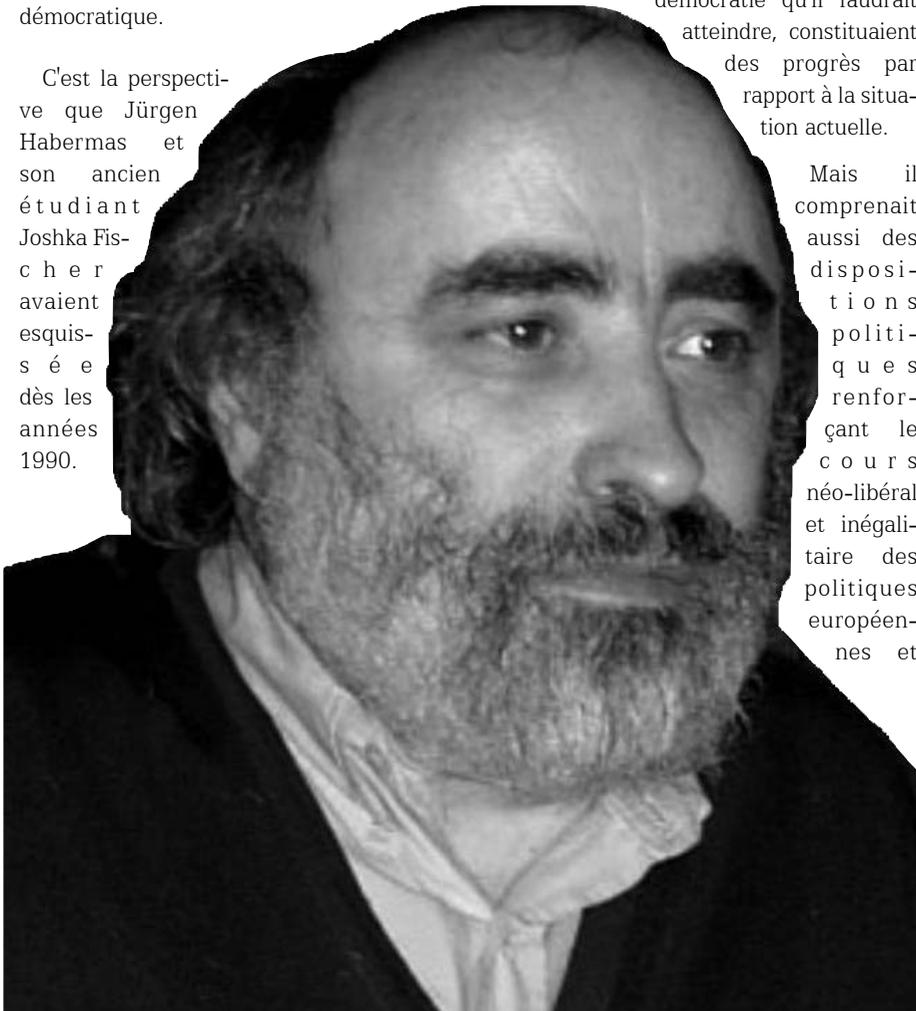
▼  
"Frantziar EZ-aren garaipena lortu duen eztabaidak jendarteareei europar gaiaren bereganatzeko parada eman dio."  
(Bernard Dreano)

**Quel bilan tirez-vous de la situation créée par le NON au référendum du 29 Mai 2005 ?**

**Bernard Dreano :** Le débat en France, qui a conduit à la victoire du Non, signifiait une appropriation par le peuple des questions européennes.

Les Non combinait trois postures distinctes, deux postures finalement assez similaires de refus de l'intégration européenne qu'elles viennent de la droite ou de la gauche, et une posture de refus des politiques majoritairement mis en œuvre par l'Union, au nom d'une autre manière d'intégrer l'Europe.

Mais dans le Oui il y avait aussi au moins deux postures, celle d'un soutien aux politiques néolibérales et celle de l'acceptation d'une amélioration des mécanismes de fonctionnement européen pour permettre éventuellement d'infléchir ces politiques.



Bernard Dreano (président du Cedetim, porte-parole du réseau international Helsinki Citizens' Assembly), partisan du NON au référendum sur le TCE .

De ce point de vue le Non néerlandais était beaucoup moins riche du fait du très faible débat qui l'a accompagné.

Le Non ne signifiait pas le "blocage catastrophique" de l'union mais l'occasion de reprendre le débat sur des bases politiques plus claire.

Malheureusement cette opportunité n'a pas été vraiment mise à profit par les partisans européistes et progressistes du Non.



*"Ekialdean komunismoaren  
erorrera eta gero,  
denen artean pentsatu behar ginuen  
europa-"denen etxea" eraikitzeko  
prozesu bati."*  
(Philippe Ducat)

**Philippe Ducat :** On a interprété ce "non" comme l'expression du refus de la dilution des nations dans un "machin" apatride.

Mais j'y vois aussi le révélateur d'une crise déjà ancienne de l'Europe. Elle remonte peut-être au moment où l'intégration de l'Angleterre s'est faite passivement, sans qu'on interroge les nouveaux venus sur leurs intentions profondes.

Après l'évaporation du communisme à l'Est, en tout cas, il aurait fallu repenser l'ensemble du processus, pour bâtir notre "maison commune".

Au lieu de quoi l'on s'est contenté d'élargir aveuglément les frontières de l'ensemble, sans renforcer sa densité politique.

Le "non" fut le prix de cette indécision. Il serait temps de réagir ! Alors que le "non" français à la CED, en 1954, a rapidement été suivi d'un rebond (le traité de Rome), la plupart des acteurs semblent se résigner à l'idée que le torpillage du TCE aurait signé l'arrêt de mort de l'Europe politique.

Sarkozy, accaparé par son projet d'union méditerranéenne, s'accommode d'une Europe "light".

**Que pensez-vous du Traité Modificatif ? Qu'est-ce qui change par rapport au Traité Constitutionnel Européen... en mieux ?... en pire ?**

**Philippe Ducat :** C'est le "plan B" réclamé par Fabius. Il modifie certains aspects de l'impraticable traité de Nice, en sauvant au passage des avancées du TCE : présidence stable de l'Union, ministre (sans le titre) des affaires étrangères de l'Union, simplification des mécanismes de décision...

Pas de quoi pavoiser, car une concession majeure a été faite aux constitutionnistes : l'idéal d'une constitution supranationale est sacrifié sur l'autel du réalisme politique, et l'on a affaire à un traité international des plus classiques, encore plus illisible que son prédécesseur.

Et puis on s'est débarrassé de la fameuse IIIe partie du TCE, honnie des tenants du "non de gauche". Mais ce n'est

qu'un ajustement de forme : les principes de l'"économie sociale de marché" continueront de s'appliquer. Encore heureux !

**Bernard Dreano :** Le traité de Lisbonne gomme certains aspects outranciers du néolibéralisme politique du projet précédent, mais n'en modifie pas l'économie générale. C'est un "plan B" qui n'est pas en rupture avec le texte précédent. Mais qui n'en a pas non plus la même force symbolique et donc politique pour l'avenir.

**Quelle est votre analyse des enjeux de la construction européenne ?**

**Bernard Dreano :** Un certain rêve de construction d'une Europe intégrée, pacifique et progressiste a montré ses limites dans les années 90, quand l'Union européenne a été incapable de faire face aux défis historiques de la paix en Europe (en Bosnie Herzégovine) et dans son voisinage immédiat (en Palestine) et quand elle a du commencer à faire du faire face, sans l'avoir anticipé à l'élargissement à l'est.

Ces difficultés démontraient que le niveau d'intégration atteint correspondait à celle d'une zone économique commune, avec certaines règles commune en matière régaliennne, de sécurité et de certains droits civiques, mais pas une zone de responsabilités et de droits partagés.

Nous en sommes toujours là et nous en serons là sans doute pour une période assez longue.



*"Itun Modifikatiboa  
"Plano B" bat da  
aurreko testoarekin  
hausturarik markatzen ez duena"*  
(Bernard Dreano)

**Philippe Ducat :** La seconde guerre de trente ans (1914-1945) a terriblement affaibli nos vieilles nations et sonné le glas de leur suprématie mondiale.

Faire l'Europe semble le seul moyen de recouvrer la puissance économique et l'influence politique qui ont définitivement échappé aux Etats-nations.

Une puissance publique d'envergure continentale, lestée d'une légitimité démocratique, pourrait prétendre civiliser un capitalisme financier qui se moque des frontières.



Philippe Ducat (Membre du bureau fédéral du PS des Pyrénées-Atlantiques, Professeur agrégé de philosophie à l'université de Pau), partisan du OUI au TCE.



# Binperraren biperraz

## Binpherra

Alderantziz, gibekekoz aintzin, infrentzuz...eta dena bestaldera ikusten baginu? Arrunt tronpatu bagina gure eguneroko gezienez norabideetan? Asteburua astearen hastapena balitz...burua hots! Autisten mundua oinarri eta gurea desbideratze... Hautzaroko harritasunean baginu dena ulertzen eta zahartzaroko zuhurtzian dena berriz ikasi behar?

Edo bestenez, dena ziklo bat balitz? Hortz eskasetik hortz eskasera, pureatik pureara, xatarretatik xatarretara, lau pate-tatik lau errotetara...

Bainan galtzen niz, nik alderantziz nahi nitien ikusi gauzak, alderdiz aldatzen ahal den arropa bat bezala... Ze plazerra, bi dituzu baten orde... Funtzian, beti alderdi bera utziko duzu agerian, halere hori nahia-go duzulako bainan... nahi ukanez geroz, kanbiantzen ahal zinuke. Ze pesta! Behar bada, bizia bi aurpegi -"eta zikloa ordian, zer?"...hauxilik hi, koerentzia behar ergel hori...- dituen zaia bat bezala ikusten baginu, aise mitx gehiago har lezake...Noiznahi aldatzen ahal ginuke bainan aukera hori sekulan zinez erabili gabe... azkenean, duguna nahiago dugulako... Horri deitzen zako binperraren biper xila...

Pausa giten bi minuta eta xerka dezagun inguratzen gituden gauza guzien binperra...elektrizitaiain aurrezia erretxago ez tea elektrizitaiain nahi bezenbat dugulak... ura ez sobera gastatzia ez tea erretxago xurruta urez hanpatia delaik, zure manua-ren zain... dena utzirik Zudanen zonbeit hilaitein pasatzia soldata ridikulo baten truk jakinez nahi izanez gero, hemen bizi normal bat zinukela... zure apartamenduan kixa ximeldu baten irestea jakinez nahi izanez gero, aitamen etxen atzarki bero beroa bazinukela... hautuaren luxua, erabakia bere esku duenaren aberastasuna, hori da azkenean binperraren biperra, aberatsen askatasuna! Aberats ixtorio... Hunek arrunt motelzen du lehenagoko arrazoinamendu guzia...Nornahik ez dezakeia zernahitan binperraren biperra xila? Gaitasun hau litaik azkenian zinezko aberastasuna.

Beraz Artze-ren maneran finitzeko, binperraren binperra ez dea askatasunaren aberastasuna?

Are, has zitze buru muinen inarosten huni sentsu baten emaiteko eta ondoko aldi arte!

En ce qui concerne la gauche, l'échec de la "rupture" de 1981 a valeur de leçon : le "socialisme dans un seul pays" est impossible.

En revanche, et comme le soulignaient Blair et Schröder dans leur manifeste de 1999, la gauche européenne peut se rassembler autour d'objectifs communs en matière de politique sociale, d'emploi, d'environnement, de sécurité et de réforme des politiques européennes dépassées.



*"Itun modifikatiboa : nazio arteko tratatu klasiko bat da irakurketaren ikuspuntutik, aintzinekoa baino oraino zailagoa."*  
(Philippe Ducat)

Il est vrai que cela passe par l'acceptation de compromis avec les forces du marché, mais aussi, à l'échelle de l'Europe, avec des forces politiques qui ne sont pas de gauche.

Mais comme le disaient Blair et Schröder, "la plupart des gens ont depuis longtemps abandonné toute vision du monde fondée sur le clivage entre les dogmes de la gauche et de la droite. C'est à eux que les sociaux-démocrates doivent être en mesure de s'adresser".

Compte tenu de la situation actuelle, comment aller vers l'Europe des peuples, sociale et solidaire souhaitée ?

**Philippe Ducat** : Si je faisais un rêve, ce serait plutôt celui d'une "nation civique européenne" postnationale !

Quant à l'Europe sociale, elle ne pourra pas voir le jour sur la base de la seule union économique et monétaire.

Mais il n'y aura pas d'Europe politique si nous ne tranchons pas les deux questions qui nous taraudent :

√ celle de la finalité du processus (fédération, ou "concert organisé des gouvernements responsables" à la De Gaulle ?) ;

√ et celle des frontières de l'Europe.

Il est urgent en particulier d'expliquer à la Turquie pourquoi nous jugeons qu'elle ne pourra pas être de cette aventure.

Faisons face à la question de fond : c'est bien le caractère densément musulman de la Turquie qui risquerait de limiter à l'excès la liberté d'action de l'Europe.

Mais sommes-nous capables de parler politiquement de religion ?

**Bernard Dreano** : Aller vers une intégration plus poussée en terme de solidarité, de responsabilité et de droit, qui me paraît très souhaitable, ne peut exister que dans la mesure où un courant politique transeuropéen se manifeste en cette direction.

Ce n'est pas (pas encore ?) le cas, et c'est la cause profonde de l'impuissance des "nonistes de gauche" en France.

La prochaine échéance importante de ce point de vue n'est pas la ratification du traité de Lisbonne.

C'est la capacité ou non de faire exister, lors des prochaines élections européennes, même à une petite échelle, un début de courant politique transeuropéen, ayant pour objectif à terme de devenir majoritaire, pour une Europe sociale et solidaire



### LES ENJEUX DU TRAITÉ MODIFICATIF ET DE LA CONSTRUCTION EUROPÉENNE

Avec

**PHILIPPE DUCAT**  
Partisan du oui au Traité Constitutionnel Européen



Membre du Bureau National du PS des Pyrénées Atlantiques, Président Agglo de Bayonne et Président du PS du Département de Bayonne

**BERNARD DREANO**  
Partisan du non au Traité Constitutionnel Européen



Membre du Cabinet parlementaire de l'Assemblée Interparlementaire Basque, Président de l'Association des Basques de France

21 Ostirala/Vendredi  
19:00 H

Itun Modifikatiboa eta europar eraikuntzaren erronkak

20, rue des Cordeliers dans le Petit Bayonne / Cordeliers karrika 20, Baiona Tipia

① Sartzeta urrik, aholkatzen dizuegu izena aitzinetik ematea  
Entrée gratuite, inscriptions conseillées  
05 59 59 33 23 ipar@mrufundazioa.org

le journal

# Herriko Etxeetako hauteskundeak

## Hautes egitarau baten puntu nagusiak

Le 15 mars de cette année, Alda! présentait une façon originale de créer un blog pour réaliser une campagne à l'image de la gestion municipale souhaitée : démocratique, transparente et participative. Cette semaine, la Fiche Pratique propose de détailler les pistes d'actions municipales (par quartier, par secteur social, par champ d'intervention (inter-communalité...)) qui avaient été évoquées à l'époque.

Herriko edota hiriko bizitza publikoko sozial, ekonomiko, kirol eta kultural sailak oro hartuko dituen egitarau bat asmatu behar da.

Azken hautes kanpainakari tokian dagoen gehiengoak publikatu egitarauak dokumentu gisa erabil daitezke, bertako kapitulu nagusiak erreferentzia-puntu gisa erabiltzeko eta horien barnean gure proposamenak egiteko. Orohar dokumentu horiek ongi eginak dira eta tokian dagoen taldea hautarazi dute.

Udal aldizkaria, badagoelarik, dokumentu baliosa da balizko egitasmoen berri jakiteko eta tokian dagoen talde politikoaren engaia-menduen obratze heinaren ikusteko.



*"Imaginer un programme qui appréhende tous les aspects de la vie publique sociale, économique, sportive et culturelle de la commune"*

Egitarauak gogoetarako baizik ez du izan behar. Zerrenda kideek, ahal bada, iritzi kudeatzaile batzuek, -alderdi politiko bateko kartadun ez direnek baitezpada- egitaraua beretzat hartu behar dutela.

Sinesgarria izateko, egitarauak, nahitaez norberaren udalerriko bizitzari lotuak diren

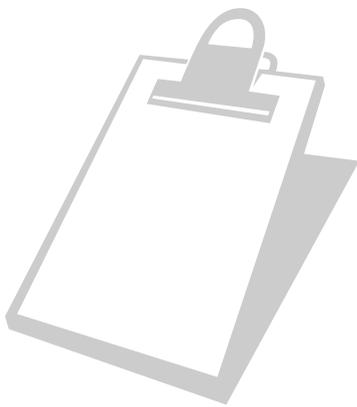
gai guziak aipatu behar ditu eta proposamen konkretuak egin.

Hara zein izaiten ahal diren puntu nagusiak:

- √ Garapen ekonomikoa,
- √ Udal aitzinkontua,
- √ Tokiko demokraziaren garapenari buruz herritarrek jakinean ematea,
- √ Hirigintza eta etxebizitza soziala,
- √ Ingurumena (ura, airea, azantza, oiha-nak, hondakinak, uholdeak),
- √ Belaunaldi bakoitzaren behar-ordu bereziak (haurrak, gazteak, helduak, zaharrak),
- √ Hondarea eta herriko ontasunak,
- √ Irakaskuntza eta eskola,
- √ Jendalde arazoak (Ekintza Sozialeko Udal Zentroa, aitzineurriak),
- √ Elkartekilako harremanak,
- √ Kultura eta euskara
- √ Gure euskal jendarteko arazo bereziak (hala nola BATERA plataformarekin bat egitea)...



## L'Agenda de la Fondation



### CYCLE DE FORMATION :

Conférence-débat contradictoire "*Les enjeux du Traité Modificatif et de la construction européenne*"

Avec **Bernard Dreano** (président du Cedetim, porte-parole du réseau international Helsinki Citizens' Assembly), partisan du NON au référendum sur le TCE et **Philippe Ducat** (Membre du bureau fédéral

du PS des Pyrénées-Atlantiques, Professeur agrégé de philosophie à l'université de Pau), partisan du OUI au TCE.

**Vendredi 21 décembre à 19h00**

*(Réservez d'ores et déjà votre place)*

### Cycle Découvrir l'Histoire du Pays Basque

Sessions gratuites de deux à trois heures maximum, inscriptions et renseignements au 06 14 99 58 79 ou à [ipar@mrafundazioa.org](mailto:ipar@mrafundazioa.org)

**Samedi 22 décembre à 10h00**

*Le Pays Basque avant 1789, avec Peio Etcheverry*

L'époque moderne et les grands traits culturels, sociaux et institutionnels du Pays Basque jusqu'à leur disparition en 1789 au nord et en 1876 au sud. C'est par exemple l'époque des institutions populaires telles que le Biltzar du Labourd, l'affirmation d'un droit basque se déclinant dans le domaine public comme dans le domaine privé.

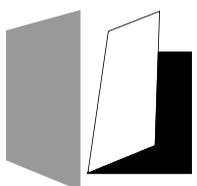
**Samedi 22 décembre à 14h30**

*Le Pays Basque après 1789, avec Peio Etcheverry-Ainchart*

L'époque contemporaine : du "*long XIXème siècle*" (s'achevant en 1918) à l'époque actuelle, avec ses grandes mutations socio-économiques (surtout liées à la révolution industrielle) et politiques (les logiques nationales et les oppositions qui ont abouti à la situation politique actuelle, encore non-résolue).



Première des sessions de formation du cycle Histoire du Pays Basque. Extraits bientôt en ligne sur [www.mrafundazioa-alda.org](http://www.mrafundazioa-alda.org)



MANU  
ROBLES-ARANGIZ  
INSTITUTUA

Fondation Manu Robles-Arangiz Institutua  
20, Cordeliers karrika  
64100 BAIONA  
☎ + 33 (0)5 59 59 33 23  
[ipar@mrafundazioa.org](mailto:ipar@mrafundazioa.org)  
[www.mrafundazioa.org](http://www.mrafundazioa.org)

Zuzendaria  
Fernando Iraeta  
Ipar Euskal Herriko arduraduna  
Txetx Etcheverry  
Alda!ren koordinatzailea  
Xabier Harlouchet



# ne Batera

tion d'un département Pays Basque et décider démocratiquement

## 100 jours pour recueillir 15.000 signatures

**I**L est terrible d'avoir l'impression d'avoir fait le nécessaire, d'avoir accompli un travail important, et pourtant, d'avoir à en fournir plus pour que celui-ci soit reconnu ou serve à quelque chose... C'est pourtant ce que nous avons à faire dans le cadre de la campagne «signature» initiée par Batera. 10% des électeurs: c'est la barre prévue par le législateur pour que les citoyens puissent faire inscrire à l'ordre du jour d'une collectivité, une question relevant de sa compétence. Et soyons lucides, si la loi a prévu 10% des électeurs, c'est que ce niveau était censé être dissuasif, ou du moins difficile à atteindre, évitant ainsi des interventions populaires intempestives sur des sujets divers et variés. Effectivement, depuis la mise en place des lois de décentralisation, il semble que ce dispositif n'est jamais permis à quiconque une quelconque intervention sur les instances décisionnaires. Sur les 30.500 signatures recueillies par les militants de la plateforme, plus de 29.000 signatures représentent 14% des citoyens inscrits sur les listes électorales du Pays Basque. Nous avons, à ce jour, recueilli 29.000 signatures là où nor-

malement, il en aurait fallu 21.000. La demande est actuellement soutenue par 14% des électeurs là où, ailleurs, 10% aurait pu suffire... Et pourtant nous avons à redoubler d'effort pour valider ce souhait d'une consultation sur la création d'un département Pays Basque. Les 21.000 signatures représentant 10% des électeurs du Pays Basque ne suffiront pas. 30.000 non plus. 46.000 signatures seront nécessaires. Sans plus de garantie. Ces 46.000 signatures seront sans doute à recueillir essentiellement au Pays Basque. C'est donc plus de 20% des électeurs du Pays Basque qui auront à effectuer cette démarche pétitionnaire... C'est toute la difficulté de l'entreprise, cela sera aussi notre force en cas de réussite. Si cela paraît irréalisable aux yeux de certains, si cela peut paraître comme étant un pari fou ou utopiste, il existe des personnes pour qui ce challenge semble chaque jour plus accessible: les personnes qui recueillent les signatures...

De l'avis de tous, les signatures sont plus faciles à obtenir aujourd'hui qu'au début de la campagne. Le niveau d'explication à fournir a nette-

ment diminué. La campagne semble gagner du terrain en notoriété: la médiatisation du sujet lors des dernières élections législatives y aura



Panpi Dirassar

sans doute largement contribué... La moyenne des signatures obtenues en une journée par une personne augmente également: quatre à cinq heures de pétition effective permettent d'obtenir systématiquement une cinquantaine de signatures... (avec

des pointes pouvant aller parfois jusqu'à plus de cent signatures!). Les prochaines élections cantonales de mars prochain seront directement liées à cette revendication. Pour y peser de la manière la plus efficace possible, le nombre des signatures obtenues devra y être à son apogée... En résumé: il reste 100 jours pour recueillir quelques 15.000 signatures: c'est exactement le nombre que nous avons obtenu lors des... cents premiers jours de la campagne.

Lors de la dernière manifestation organisée par Batera à Bayonne, quelques 600 personnes s'étaient portées volontaires pour des actions d'occupation: il suffirait que 300 personnes donnent une seule journée de leur temps libre pour récolter les 15.000 signatures... Il suffirait d'un simple petit effort..., un effort d'autant moins pénible qu'il sera collectif. C'est effectivement un effort supplémentaire, mais un effort qui marquera aussi notre détermination à voir aboutir cette revendication.

Panpi Dirassar

## «Samedi Batera», rendez-vous le 29 décembre !

### 15.291

C'est le nombre de signatures à recueillir pour le 28 février prochain, veille des élections municipales et cantonales. Si nous y parvenons avant début mars 2008 la question de l'institutionnalisation du Pays Basque Nord sera à coup sûr un thème central et déterminant des prochaines élections. En outre, le fait qu'un grand nombre de services publics (CAF, Tribunal de grande instance, URSSAF, pompiers, bureaux de poste, etc.) soient menacés démontre plus que jamais la pertinence et la nécessité d'un département Pays Basque.

### Les gens signent... encore faut-il leur proposer!

Un peu plus de 15.000 signatures en trois mois donc. Le sprint final est bel et bien lancé. Pour y arriver nous lançons une souscription «type GFA». L'idée de proposer des parts à l'instar de ce que fait le GFA Lurra pour l'achat collectif de terres est née du constat suivant: le nombre de signa-

tures recueillies par une personne en 4, 5 heures est constant depuis le début de la campagne, tout le monde parvient à obtenir une cinquantaine de



Mattin Bacho

nouvelles signatures. Les gens signent... encore faut il leur proposer! Les gens signent facilement, de nombreux acteurs de la vie publique locale voient d'un bon oeil la démarche initiée par Batera par ailleurs souvent citée en exemple dans la presse, un grand nombre de militants a réalisé un travail de fourmi dans les villages et cantons... Il n'en demeure pas moins qu'aujourd'hui, alors même que nous sommes en passe d'aboutir, on a du mal à convaincre les gens de venir faire signer.

### Rendez-vous le 29 décembre

Si toi qui lis actuellement ces lignes tu décides de prendre une part (c'est à dire de t'engager à obtenir 50 signatures supplémentaires pour le 28 février prochain), nous obtiendrons les 46.000 signatures.

Pour concrétiser ton engagement le plus simple est sans doute de participer à un des trois «samedi Batera» (Rendez-vous à 9h30 au Café des Pyrénées à Bayonne, matériel fourni sur

place) d'ores et déjà fixés: le samedi 29 décembre 2007, le samedi 19 janvier 2008 et/ou le samedi 16 février 2008.

Néanmoins si tu préfères collecter les signatures au niveau de ton association, ton village, ton travail, club sportif etc... c'est évidemment possible!

Le rendez-vous du 29 décembre est tout particulièrement important dans la mesure où le 29 au soir on aura une idée assez précise et définitive de notre capacité à gagner ou à perdre ce pari un peu fou lancé il y a maintenant un an et demi.

Pour participer à l'une des trois journées de signatures «samedi Batera» ou récupérer le matériel nécessaire il suffit de contacter Batera:

BP 40 64.250 Ezpeleta/Espelette.  
Mail: plateforme-batera@wanadoo.fr.  
Tél: 06 88 58 23 41.

Hire parte hartzearakin posible da, 29-a arte beraz!

Mattin Bacho



# Pactes de gestion

*Le PNV se met d'accord avec les socialistes pour gérer la plupart des institutions de la Communauté autonome. Seule la fixation du taux de l'impôt sur les sociétés en Gipuzkoa demeure une pomme de discorde.*

**C'**EST l'Alava qui a ouvert le feu à la mi-novembre avec l'accord sur le budget 2008 entre PNV, EA, Aralar et PSOE. Une signature logique puisque les uns et les autres s'étaient mis peu ou prou d'accord pour que le PNV dirige la députation et qu'un socialiste soit maire de Gasteiz, la capitale de la province. Le PNV a bien entendu renvoyé l'ascenseur en approuvant aux Cortés le budget de l'Etat présenté par José Luis Rodriguez Zapatero. Mais la position du député général d'Araba, Xabier Agirre demeure fragile puisque le noyau dur PNV-EA de la majorité qui le soutient n'est que de 16 députés sur 51. Il doit son poste non seulement à une opposition incapable de s'entendre, mais aussi à la politique «transversale» d'accord ou de partenariat privilégié avec le PSOE, mis en œuvre par le leader du PNV Josu Jon Imaz aujourd'hui évincé.

Le 29 novembre, le gouvernement autonome basque issu de la coalition PNV-EA-EB, qui lui non plus ne dispose pas de la majorité absolue au Parlement autonome, se met d'accord avec le PSOE pour adopter à la fin du mois le prochain budget. Cet accord prévoit des engagements budgétaires jusqu'en 2011, c'est dire combien cette stratégie d'alliance est appelée à être reconduite dans l'esprit de ses promoteurs. Sous la pression du PSOE, le budget 2008 est fortement marqué à gauche avec des sommes importantes consacrées à la politique sociale. La surprise est venue de la remise sur rails d'un projet devenu au fil des ans le serpent de mer des institutions autonomes: la création d'un Institut basque des finances, en d'autres termes d'une banque publique propre à la Communauté autonome. Sa création était déjà envisagée dans le statut de Gernika adopté en 1979, elle sera enfin débattue en 2008 par le Parlement basque et fera l'objet d'une loi. Le PP qui voit en cette institution la préfiguration de la future banque centrale d'un Etat souverain, s'y oppose. Voici quelques années, le parti d'Aznar qui gouvernait la province d'Alava, avait fait capoter le projet d'unification des Caisses d'Epargne qui aurait doté le gouvernement autonome basque de l'outil bancaire qui lui fait toujours défaut. Du fait du pouvoir fiscal basque, cet instrument aura une importance bien plus considérable



Les élus de la députation du Gipuzkoa votent un amendement sur l'impôt sur les sociétés

qu'en Catalogne où il existe depuis plus de dix ans.

## Sus aux «Talibans» euskaldun

Le PP s'oppose à tous ces votes. Pour lui, le futur budget financera le référendum du Lehendakari... Quant au chapitre de l'Education, celui-ci va dans le sens de la discrimination des hispanophones, il serait digne des «Talibans»! Puisse-t-il dire vrai lorsque l'on apprend que le gouvernement autonome vient de faire passer en espagnol tous les tests chargés d'évaluer le niveau scolaire général de 86,4% des élèves de la Communauté autonome basque, y compris ceux de la filière D la plus bascofphone. Il craignait qu'en faisant passer ces mêmes tests en langue basque les résultats affaiblissent dans cette évaluation, le niveau général des enfants (1).

En Biscaye, un accord sur le budget est en vue entre la direction PNV de la députation et le PSOE qui comme ailleurs, obtient une orientation bien marquée des politiques sociales. Seule province atypique dans ce concert, le Gipuzkoa toujours dirigé par le PNV et qui verra ses finances approuvées grâce au soutien d'Ezker Batua, les ex-communistes Verts, alors qu'ils ne font pas partie du gouvernement foral. Les socialistes qui briguaient hier la direction de la province s'opposent à ce budget où figure une décision qui trouvera écho en Iparralde: l'augmentation de 150% de l'impôt sur les logements vides. L'approbation d'EB augure d'un futur accord sur les dossiers les plus épineux, la construction d'un nouveau port à Pasaia et le retraitement des déchets du Gipuzkoa.

## Pomme de discorde

Markel Olano, le député général PNV du Gipuzkoa, butte sur une question importante qui touche à l'essentiel des prérogatives de la députation qui sont d'ordre fiscal. Il s'agit de fixer le taux de l'impôt sur les sociétés. L'affaire fait l'objet de débats et de conflits judiciaires considérables avec les autres Communautés autonomes espagnoles et même avec les instances européennes.

Les institutions basques souhaitent utiliser cet impôt comme une arme économique pour attirer les investisseurs (2). Le PNV et le gouvernement de Gasteiz désirent que ce taux soit identique dans les trois provinces de la Communauté autonome, c'est-à-dire à hauteur de 28%, alors qu'à ce jour il est de 32,6%. Les partis de gauche souhaitent un taux plus élevé. Or EA qui dirige la députation de Gipuzkoa en coalition avec le PNV et détient le porte-feuille essentiel des finances, opte en faveur d'un taux de 30%, correspondant au chiffre convenu lors de la constitution du gouvernement il y a trois mois et qui avait reçu l'assentiment des socialistes. Après des semaines de débats sans résultat probant, le député général Markel Olano met les pieds dans le plat le 5 décembre. Il décide de faire approuver par décret et donc sans vote préalable de l'assemblée des juntes un taux fixé à 28%. EA crie au scandale et considère que la décision est inconstitutionnelle. Le PSOE menace de déposer une motion de censure pour renverser le député général. La crise politique est donc ouverte et renforce l'hypothèse d'une coalition entre EA et le

PSOE pour gouverner la province. Tout cela irrite profondément les milieux patronaux qui, faute de pouvoir mesurer la future ponction fiscale, hésitent quant à leurs prochains investissements.

La série de pactes de gestion signés entre socialistes et PNV, pimentée de conflits inhérents à la vie politique, n'est pas nouvelle. Mais elle demeure paradoxale depuis l'annonce faite à la rentrée par le Lehendakari Juan José Ibarretxe de relancer son projet souverainiste et d'utiliser l'outil du référendum pour débloquent la situation. L'opposition frontale du PSOE à ce type de démarche qui devrait marquer l'année 2008, n'empêche pas ce parti de voter les budgets présentés par le PNV et de conforter ce dernier dans son rôle dirigeant dans les trois provinces. Un peu comme si les socialistes ne croyaient pas à la démarche d'Ibarretxe ou considéraient qu'il ne s'agit que d'effets d'annonces et autres rodomontades. Et faisaient comme si Josu Jon Imaz avec sa politique d'alliance avec le PSOE, était toujours aux commandes du PNV.

Toujours est-il que le parti fondé par Sabino Arana Goiri vient d'élire comme prévu sa nouvelle direction. Le Biscayen Iñigo Urkullu est donc le nouvel homme fort du PNV et sa feuille de route demeure la nécessité d'obtenir la reconnaissance du pouvoir de décision pour les Basques et l'usage de l'arme référendaire si Madrid refuse d'aller dans le bon sens.

La vie politique en Hegoalde et ses jeux politiques suit son bonhomme de chemin comme si deux mondes fonctionnaient en parallèle. D'un côté la gestion, de l'autre le conflit historique avec une fraction non négligeable de l'opinion publique écartée du débat public. Sa représentation politique est affaiblie, voire inexistante. Elle n'a droit qu'au rouleau compresseur de la répression, au silence et à l'oubli.

(1) Cette enquête dite PISA-TIMSS mise en œuvre sur l'ensemble de l'Europe, a été réalisée dans la Communauté autonome par l'Institut basque d'évaluation et de recherche auprès de 3.929 élèves. Il révèle que les petits Basques ont un niveau scolaire supérieur à celui des élèves de la péninsule ibérique.

(2) Pendant longtemps et avec l'accord de l'Europe, l'Irlande a ainsi pu mettre en œuvre un taux d'impôt sur les sociétés très bas pour rattraper son retard économique.



# Communiqué d'Abertzaleen Batasuna

**A**BERTZALEEN BATASUNA (AB) souhaite communiquer autour des événements de la fin de la semaine dernière et manifester sa grande inquiétude face à l'évolution de la situation politique au Pays Basque.

Le verdict rendu par le Tribunal suprême espagnol dans le cadre du «*macro-procès*» 18/98 et la mort d'un garde civil (peut-être malheureusement du second dans les jours qui viennent), samedi matin à Capbreton, sont deux dérives préoccupantes d'un même problème politique.

Le procès 18/98 tout d'abord, est l'exemple type d'une politisation extrême de la Justice espagnole qui assimile toute revendication souverainiste ou désobéissance civique à un crime et reporte pénalement sur tout un mouvement social, en outre avec une sévérité hors de toute mesure, le contentieux qui oppose l'exécutif de l'Etat à une partie de la population du Pays Basque sur le plan politique. La séparation des pouvoirs, de manière toujours plus visible a volé en éclats en Espagne. Les personnes incarcérées sont purement et simplement des prisonnier(e)s d'opinion et AB réclame leur libération immédiate.

Quant à l'accrochage qui a coûté la vie à un garde civil et blessé un autre à Capbreton samedi, le manque d'éclaircissements nous porte à la plus grande prudence sur l'analyse des faits. Cet événement n'est toutefois pas sans poser un certain nombre de questions. Est-ce une rencontre fortuite, une perte de sang-froid des militant-e-s d'ETA, ou est-ce le signe d'une évolution de la stratégie d'ETA qui aurait décidé de frapper sur le sol français? Face à ces questions qui laissent perplexes, AB attend des explications rapides de la part d'ETA, pour livrer sa lecture. En tout état de cause, AB rappelle d'autant plus fermement son opposition à la reprise de la lutte armée, incapable de servir les

but qu'elle se donne, obstacle à une accumulation des forces souverainistes et se positionne catégoriquement en faveur d'un retour immédiat à la trêve.

Mis en parallèle, ces deux événements laissent craindre l'enlèvement du Pays Basque dans un engrenage dont il sera difficile toujours plus difficile de s'extraire de manière pacifique et négociée si chaque partie impliquée n'agit pas de manière responsable. Dans cette spirale action-répression, AB affirme que ni l'une ni l'autre n'est la solution, et en appelle à une prise de conscience de chacun en vue de la nécessaire relance du dialogue.

Mis en parallèle, ces deux événements laissent craindre l'enlèvement du Pays Basque dans un engrenage dont il sera difficile toujours plus difficile de s'extraire de manière pacifique et négociée si chaque partie impliquée n'agit pas de manière responsable. Dans cette spirale action-répression, AB affirme que ni l'une ni l'autre n'est la solution, et en appelle à une prise de conscience de chacun en vue de la nécessaire relance du dialogue.

Mis en parallèle, ces deux événements laissent craindre l'enlèvement du Pays Basque dans un engrenage dont il sera difficile toujours plus difficile de s'extraire de manière pacifique et négociée si chaque partie impliquée n'agit pas de manière responsable. Dans cette spirale action-répression, AB affirme que ni l'une ni l'autre n'est la solution, et en appelle à une prise de conscience de chacun en vue de la nécessaire relance du dialogue.

## La chasse au commando d'ETA

**C**E n'est pas l'échec, dans un premier temps, de l'opération Epervier qui a découragé les gendarmes dans leur traque des trois fuyards d'ETA, auteurs des coups de feu meurtriers du 1<sup>er</sup> décembre à Capbreton.

Deux jours plus tard, l'après-midi du lundi 2, une famille rurale du petit village de Gabillou, en Dordogne, est alertée par les agissements de deux individus. D'une voiture qui approche de cette maison isolée, descend un homme qui tente de dérober le véhicule appartenant au fils. Celui-ci réussit à sauter dedans, se bat avec le voleur, qui, pour se dégager, tire un coup de feu! Abandonnant alors les lieux, le tireur saute dans la voiture initiale arrivée à leur hauteur, «*conduite par une femme armée*». Le duo ne sera pas immédiatement retrouvé.

La journée du mardi 4 est marquée, d'une part, par la visite à l'hôpital de Bayonne du Chef du gouvernement espagnol, se rendant au chevet du garde civil dans le coma, d'autre part, d'une manifestation à Madrid «*pour la liberté et la défaite d'ETA*». Des rassemblements ont eu lieu ailleurs en Espagne. La veille, à Bayonne, à l'appel du PS, cent-cinquante personnes se retrouvent devant le Consulat d'Espagne. Tous les partis français, ou presque, sont représentés. Chez les abertzale, seuls sont présents PNV et EA.

L'enquête se poursuit. On ignore tou-

jours l'identité des fugitifs. Dans la voiture qu'ils ont laissée à Saucats, on retrouve des produits servant à la fabrication d'explosifs. On pense à un attentat en préparation... Egalement, des douilles usagées en quantité.

Dans la matinée du mercredi 5 décembre, un couple est arrêté par surprise, sous un abribus du village de Chateaneuf-Randon, dans le département de la Lozère. Porteurs d'un revolver et d'un pistolet automatique, ils sortent du café de la Poste. Ils arrivaient de Mende (Lozère) en taxi et y avaient passé la nuit. Ils parlent français «*avec un fort accent espagnol*» et sont détenteurs de liasses de billets. Interrogés par la police antiterroriste à Montpellier, ils se montrent assez peu

coopératifs. Ils sont finalement identifiés comme Asier Bengoa Lopez de Armenia, 31 ans, et Saioa Sanchez. Il a fuit en 2006 une condamnation de sept ans et six mois de prison pour collaboration avec une bande armée, et serait le dirigeant du recrutement à ETA. Elle fait l'objet d'un mandat d'arrêt espagnol pour divers attentats récents. Au moment de les transférer, le 6 au soir, au siège de la DNAT à Levallois, les policiers se disaient convaincus de leur participation à l'attentat de Capbreton. Simultanément à leur arrestation, on apprenait la mort à l'hôpital de Bayonne du second garde civil, Fernando Traperon. Après autopsie à Bordeaux, il a eu droit le 7 à Madrid à des obsèques nationales.

## PRESO

■ **Procès et extradition.** Arrêté en Dordogne, Jon Lizarribar a été condamné le 5 décembre à Paris à six ans de prison pour appartenance à ETA.

La Cour d'appel de Pau a avalisé le Mandat d'arrêt européen (MAE) espagnol dans son audience du 4 décembre, selon lequel Juan Carlos Iriarte, arrêté en octobre à Hendaye, sera remis à la justice espagnole.

Le Tribunal supérieur de justice de Westminster a examiné le 5 l'appel interjeté par Iñigo Albi-su, Zigor Ruiz et Ana Lopez Monge contre leur extradition vers l'Espagne. Verdict après Noël.

C'est chose faite pour Asier Tapia et Borja Urberuaga, arrêtés en octobre. Ils sont arrivés le 4 décembre à l'aéroport militaire de Torrejon de Ardoz pour être jugés par l'Audiencia nacional.

■ **La police avant la justice.** Se sachant l'objet d'un mandat d'arrêt du juge antiterroriste

Fernando Grande-Marlaska depuis le 7 novembre, quinze jeunes donostiar ont décidé de se livrer directement au juge, à Madrid. Le 4 décembre, aux abords de l'Audiencia nacional, ils ont été interpellés et conduits au commissariat. Après deux jours de garde à vue, ils ont été présentés en deux fois au juge d'instruction. Accusés de *kale borroka*, donc de «*terrorisme*», ils ont été incarcérés.

■ **L'ahurissant procès 18/98.** Le fameux procès 18/98, dit de «*la trame d'ETA*», n'a pas encore livré toutes ses mauvaises surprises. S'étalant sur dix-huit mois, exigeant la présence à Madrid de la totalité des 63 accusés, manipulant dossier officiel et dossier souterrain, occasionnant sans doute le décès de Jokin Gorostidi, il a été déclaré clos il y a six mois.

Le verdict, périodiquement annoncé, est maintenant repous-

sé du 10 au 18 décembre.

En attendant, l'Audiencia a procédé à l'arrestation (préventive?) de trente-six des accusés. Six autres ont été également interpellés, mais libérés le 5 décembre, contre paiement d'une caution de 20.000 euros! Parmi les personnalités arrêtées, Jose Luis Elkoro est l'un des plus représentatifs. L'ancien maire de Bergara à la mort de Franco, grand ami de T. de Monzon, fondateur lui aussi de Herri Batasuna, sénateur HB en 1989, aujourd'hui âgé de 72 ans, a été arrêté le 4 décembre. Dans ce procès 18/98, on lui imputait une responsabilité au sein de Orain SA, editrice de *Egin*. L'accusation réclame contre lui quarante-huit ans de prison! Elkoro répondait des délits d'«*appartenance à organisation armée, fraudes fiscales de Orain SA contre la Sécurité sociale et les impôts, et falsification de documents comptables*».

## Maiatz aldizkaria Durangon saridun !

■ Lucien Etxezaharreta *Maiatz*-eko sortzaile eta arduradunak lortu du Durangoko azokako Argizaiola saria. Omen sari horrek aldizkariaren 25. urtea ospatu du, Ipar Euskal Herriko kultur-gintzan *Maiatzek* duen garrantzia azpimarratuz! Zorionak beraz, Lucien eta *Maiatz* kide guztieri!



Remise du prix Argizaiola de la 42<sup>e</sup> édition de la Foire de Durango: hommage à *Maiatz* et à Lucien Etxezaharreta.



## Débat sur la revendication d'un statut d'autonomie pour Iparralde : suite...

**S**AMEDI prochain a lieu à Bayonne une manifestation en faveur d'un statut d'autonomie pour Iparralde. A la lecture du précédent numéro d'*Enbata*, on peut estimer que cette manifestation aura au moins eu le mérite d'ouvrir le débat sur la question des revendications institutionnelles au sein même du mouvement abertzale. Mais pour qu'un véritable débat ait lieu encore faut-il qu'on s'entende sur la façon de poser les termes de ce débat. A cet égard, poser le travail sur la revendication de l'autonomie en opposition à la dynamique de Batera me semble très réducteur. Selon moi, le vrai débat est celui consistant à faire le bilan des années passées et à se projeter dans les années à venir. Tout d'abord sur le bilan, je crois que personne ne remet en cause l'aspect positif du travail en commun avec des secteurs larges dépassant le cercle du mouvement abertzale. Cela a permis incontestablement de socialiser la problématique d'une reconnaissance institutionnelle d'Iparralde. Cela étant, du côté de l'Etat français, le bilan des 10 dernières années est que nous n'avons pas fait bouger le pouvoir français d'un iota. La messe a été dite et redite: au jour d'aujourd'hui c'est non même pour un département. Doit-on pour autant se résigner? Sûrement pas. En tant qu'abertzale en tout cas, nous n'avons pas d'autre alternative que de continuer à batailler pour la reconnaissance d'Euskal Herria. Mais dans le cours d'une lutte de longue haleine, il est sain de procéder de temps en temps à une «remise à zéro des compteurs». Je suis persuadé qu'on arrachera un jour une reconnaissance politique d'Iparralde à l'Etat français, mais il est patent qu'il nous faudra encore quelques années... Quand j'étais en faculté, un des enseignants qui m'a le plus marqué a été la remarque d'un professeur de statistiques qui, conscient de l'aridité de la matière qu'il enseignait, nous expliqua que pour arriver à sortir d'un tunnel sombre et étroit, il fallait surtout éviter de progresser en gardant le nez dans le guidon et orienter plutôt son regard vers le bout du tunnel. Ainsi, pour en revenir à mon propos, afin d'aborder sereinement l'avenir, je crois qu'il est

Xabi Larralde

important de prendre un peu de perspective et de nous situer sur un horizon de moyen-long terme. Une phase de 10 ans vient de se terminer et il est tout à fait plausible qu'il nous faille encore quelque chose comme 10 ou 15 ans pour obtenir une reconnaissance institutionnelle du Pays Basque Nord. Ce-

«Le traitement politique passe par une réelle reconnaissance institutionnelle du Pays Basque»

la étant, si on se projette sur un tel horizon, je crois que se serait une erreur de la part du mouvement abertzale de passer une période de 20-25 ans (les 10 ans écoulés+les 10-15 à venir) à ne parler que du département. Une «remise des compteurs à zéro» est l'occasion de se (re)poser des questions de base ayant trait en particulier à la nature de nos objectifs. Or, derrière la revendication institutionnelle notre objectif fondamental est de doter Iparralde d'outils lui permettant de prendre en charge son avenir. Une façon d'aller de l'avant consiste selon moi à créer au sein même de la société d'Iparralde les «conditions gagnantes» par rapport à cet objectif fondamental. Dans un environnement changeant et face à une construction européenne avançant à grand pas, n'y a-t-il pas, par exemple, un intérêt à s'interroger dès aujourd'hui sur la nécessité d'une maîtrise des relations dites «transfrontalières» plutôt que de constater par la pratique dans 15, 20 ou 25 ans qu'une institution comme le département est inopérante en la matière? Quand je retrouve dans mes archives une interview datant de 2001 de C. Poncelet (alors Président du Sénat) affirmant qu'*il faut donner aux collectivités locales les instruments d'une véritable*

autonomie» (La gazette des communes du 2 juillet 2001), ou que j'entends J. P. Domecq (candidat du PS aux législatives sur la 4<sup>e</sup> circonscription) se positionner en faveur d'une institution aux compétences larges pour le Pays Basque Nord, je me dis que les secteurs soutenant Batera sont tout à fait susceptibles de comprendre et même d'adhérer à ce type de questionnements. Cela étant, le fait que le mouvement abertzale se ménage la possibilité de poser la question institutionnelle en des termes cohérents avec son projet politique ne remet pas en cause le principe d'un travail en commun avec des secteurs larges qui, dans tous les cas, devrait respecter la liberté de parole et d'action de tous les partenaires. Cela contribue bien au contraire à alimenter un débat qui est sain. En tout état de cause, dans certains moments politiques, il est indispensable que les abertzale s'expriment en tant que tels, en ayant recours pour ce faire à des formes d'expression comme la mobilisation. La manifestation en faveur de l'autonomie de samedi prochain s'inscrit dans cette logique. En effet, dans un climat de confrontation exacerbé dû à l'échec de la dernière tentative de négociation, difficile de ne pas considérer le moment politique de cette fin d'année comme étant assez particulier... Depuis le passage de N. Sarkozy en Pays Basque fin août, nous assistons d'une part à la mise en œuvre d'une stratégie répressive qui va jusqu'à emprisonner des militants abertzale pour le simple fait de participer au fonctionnement d'un bar comme le Kalaka de Garazi. D'autre part, les négociations de contrat de plan Etat-Régions (qui n'ont lieu que tous les 6 ans) situent la démarche Pays Basque 2020 sur sa dernière ligne droite. Les termes dans lesquels cette démarche sera ou non validée par l'Etat constituent une donnée politique importante. Le message que nous voulons adresser samedi au nouveau pouvoir parisien en tant qu'abertzale est simple: cette gestion strictement policière de la «question» basque est inacceptable, il faut un traitement politique qui passe par une réelle reconnaissance institutionnelle du Pays Basque.

Notre couverture: Campagne de signatures par Batera sur la place de l'Hôtel de Ville à Bayonne.

### Sur votre agenda

Abendoa:  
 ✓ **Vendredi 14, BIL-DARTE** (Technopole Izarbel). Colloque sur l'éco-conception, les technologies et les produits nouveaux dans le sport à l'Estia.  
 ✓ **Jusqu'au dimanche 23, BAIO-**  
**NA** (Musée Basque). Exposition Olentzero réalisé par l'ICB à partir du livre de Claude Labat. **Le 16, 15h**, conférence de Claude Labat. **Le 19, 15h**, Contes de Xan Errotabehere. **Le 22**, journée d'Olentzero.

■ **Enbata**, hebdomadaire politique basque, 3 rue des Cordeliers, 64100 Bayonne. Tél.: 05.59.46.11.16. Fax: 05.59.46.11.09. Abonnement d'un an: 55€. Responsable de la publication: Jakes Abeberry. Dessins: Etxebeltz. Imprimerie du Labourd, 8 quai Chaho à Bayonne. Commission paritaire n°0312 C 87190.

### Sommaire

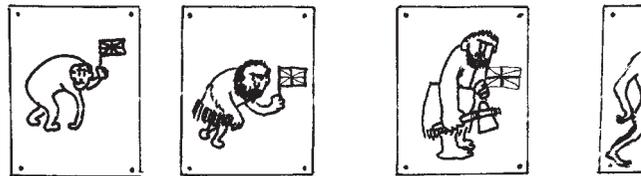
Cahier n°1 Enbata  
 ● Campagne Batera ..... 4 et 9  
 ● Pactes de gestion ..... 11  
 Cahier n°2 «Alda!» ... quatre pages de 5 à 8

## Voyage à travers l'Histoire du mouvement abertzale

Réunion le 18 décembre à Bayonne

**A**L'OCCASION de la sortie de son numéro 2000, l'équipe d'*Enbata* a émis l'idée d'organiser des journées de fête et de témoignages sur ce quasi demi-siècle de combat abertzale en Iparralde, lors du week-end de l'Aberri Eguna 2008. Ainsi donc du vendredi 21 mars au dimanche 23 mars, expositions, conférences, témoignages, projections, moments conviviaux et festifs divers viendraient reconstituer un voyage à travers l'Histoire du mouvement abertzale d'Ipar mais également d'Hego Euskal Herria.

Diverses idées concrètes ont été émises mais rien n'est précisément ficelé à ce jour: tous ceux et celles (particuliers, associations, groupes ou mouvements) qui ont envie de participer au programme de ce week-end sont invité(s) à une réunion de type «brain-storming» le mardi 18 décembre à 19h au local de la Fondation Manu Robles-Arangiz (au 20 rue



des Cordeliers dans le Petit Bayonne). La réunion est ouverte à tous ceux et celles qui le désirent.